



CODE DE L'ARBITRE

Ratifié par le Conseil d'Administration de la FFVoile du xx mars 2026

Version au 16 Janvier 2026 après réunion CCA et relecture du Service Juridique

En ma qualité d'**Arbitre de la Fédération Française de Voile**, et dans toutes mes activités d'arbitrage, je m'engage à :

1. Contribuer au développement de l'image de la FFVoile et de l'arbitrage.
2. Respecter et faire respecter sans restriction ni critique les Statuts et tous les Règlements, Chartes et prescriptions de la FFVoile,
3. Être solidaire de toute décision d'arbitrage sans divulguer, même partiellement, la teneur des débats internes de l'équipe arbitrale et d'une façon générale respecter un devoir de réserve dans le cadre de mes fonctions.
4. Lutter contre tout comportement contraire à la charte d'Ethique et de Déontologie de la Fédération Française de Voile et notamment contre toute forme de violence, en particulier sexuelle, de discrimination ou de harcèlement et effectuer les signalements nécessaires dès la prise de connaissance de tels faits.
5. Ne pas arbitrer d'épreuve non inscrite au calendrier de World Sailing, de la FFVoile, ou non reconnue par cette dernière.
6. Accepter et respecter les désignations effectuées par la Commission Centrale d'Arbitrage ou la Commission Régionale d'Arbitrage.
7. Maintenir et développer mes connaissances, notamment au travers d'actions de formation continue.
8. Ne pas cumuler plusieurs fonctions d'arbitrage sur une épreuve de grade 4 ou supérieur.
9. Ne pas arbitrer plusieurs régates en même temps sauf autorisation préalable de la CCA.
10. N'accepter aucune rétribution*, sous quelque forme que ce soit, autre que dans les conditions prévues par la Fédération Française de Voile et précisées en annexe.
11. Adopter en toutes circonstances, un comportement irréprochable envers toutes les parties prenantes : autorité organisatrice, bénévoles, accompagnateurs et coureurs.
12. Mener à son terme, pour chaque épreuve, la mission d'arbitrage qui m'a été confiée, quelles que soient les difficultés rencontrées sauf circonstances exceptionnelles, y compris après la clôture de la compétition, notamment en cas de procédure en application de la RCV 69.
13. Répondre dans les délais prescrits à toute sollicitation relative à une procédure d'appel ou de recours faisant suite à une décision d'arbitrage dans laquelle je suis impliqué.
14. Informer préalablement la FFVoile de toute utilisation de ma qualification d'arbitre à l'étranger,
15. Limiter tout impact environnemental négatif lors de mes missions d'arbitrage notamment lors de mes déplacements.
16. M'assurer que les éléments de contrôle de mon honorabilité soient correctement renseignés.

Je soussigné (e)..... accepte les termes du Code de l'arbitre ci-dessus.

Date et signature :

** Par rétribution on doit comprendre toute somme versée à un arbitre en dehors du remboursement des frais engagés par cet arbitre dans le cadre de sa mission.*



Annexe relative aux possibilités de rétribution et rémunération des arbitres

A. Rétribution des arbitres

La rétribution est versée dans le cadre d'une vacation pour une mission ponctuelle d'arbitre et ne peut être assimilée à un salaire.

Un arbitre peut recevoir une rétribution :

- dans le cadre d'une convention d'arbitrage établie entre un organisateur et la FFVoile,
- s'il est amené à arbitrer dans un circuit professionnel,
- s'il est amené à arbitrer des épreuves à l'étranger,
- dans le cadre de régates « d'expression » en Windsurf, Wingsurf ou Kitesurf
- dans le cadre d'expérimentations menées par la CCA.

B. Rémunération des arbitres

Indépendamment de la rétribution mentionnée dans le point A de la présente annexe, un arbitre peut être rémunéré pendant son temps de travail si l'arbitrage fait partie des missions mentionnées dans sa fiche de poste ou sa lettre de mission.